Par Sacha Wigdorovits

En résumé :

- L’école polytechnique fédérale de Zurich, mondialement connue, connaît une situation paradoxale en ce qui concerne les activités anti-israéliennes et anti-juives.
- La direction du meilleur établissement d’enseignement suisse réprime rigoureusement les manifestations anti-israéliennes et traîne les manifestants indociles devant le juge.
- En outre, elle interdit la présence de conférenciers invités qui ne se distancient pas de la terreur exercée contre l’État juif et sa population.
- La direction de l’ETH adopte ainsi une position sans compromis, unique dans le paysage universitaire suisse et international.
- Pourtant, le département d’architecture de l’EPFZ fait exactement le contraire : il organise des événements pour diffuser la propagande anti-israélienne et soutient des travaux au contenu anti-sioniste (antisémite).
- Le professeur Philip Ursprung (63 ans), directeur de l’Institut d’histoire et de théorie de l’architecture, est souvent au centre de l’action.
- La Grande Chambre du Parlement se penche à présent sur les activités de l’ETH, suite à une interpellation de la conseillère nationale zurichoise Nicole Barandun (Die Mitte).

- En outre, la question se pose de savoir si l’article ^{261bis} du Code pénal suisse (discrimination et incitation à la haine) a été enfreint lors d’au moins une manifestation pro-palestinienne coorganisée par l’EPF.

Lorsqu’on se rend dans une salle de réunion à l’étage F du bâtiment principal de l’ETH, Rämistrasse 101, à Zurich, on est soudain plongé dans une scène étrange. Devant un casier discret, un groupe dense de visiteurs asiatiques s’immobilise, appareils photo de téléphones portables au poing.

C’est dans cette étroite armoire qu’Albert Einstein rangeait ses vêtements lorsqu’il enseignait la physique à l’EPFZ. Aujourd’hui, le casier abrite des reliques de son ancien propriétaire dans un espace réduit – et attire chaque jour des curieux.

Einstein est l’exemple même d’une institution qui a attiré des esprits extraordinaires pendant plus d’un siècle. Onze lauréats du prix Nobel y ont travaillé et y travaillent encore en tant que professeurs. L’ETH se classe au septième rang mondial des universités, ce qui en fait la seule université d’Europe continentale à figurer parmi les dix premières.

La direction actuelle de l’EPFZ est consciente de la responsabilité qui va de pair avec ce passé et cette importance actuelle. C’est pourquoi, contrairement aux directions des écoles supérieures de Genève et de Lausanne, ainsi qu’à celles d’Allemagne ou des États-Unis, elle a un mot d’ordre clair en ce qui concerne les manifestations anti-israéliennes et antisémites sur son site : tolérance zéro.

Ainsi, la direction de l’ETH n’a pas hésité lorsqu’en mai 2024, suite à la guerre de Gaza, des manifestations non autorisées ont été organisées par des activistes pro-palestiniens : elles ont été immédiatement dispersées par l’intervention de la police et une plainte pénale a été déposée pour violation de domicile contre les participants qui avaient refusé de quitter volontairement l’ETH. « L’ETH Zurich n’est pas une plate-forme pour l’activisme politique », a déclaré à l’époque le professeur Ulrich Weidmann, membre de la direction de l’école et responsable de la sécurité, dans une interview publiée sur son site Internet.

Peu de temps auparavant, la direction de l’école avait déjà interdit une intervention prévue du militant français anti-israélien Léopold Lambert. Motif : celui-ci ne s’était pas clairement distancié de la terreur et de la violence contre Israël et les Juifs. Lambert avait été invité par des étudiants du département d’architecture à donner une conférence intitulée « Weaponized Architecture : Settler Colonialism and the Built Environment in Palestine » (« L’architecture comme arme : le colonialisme des colons et l’environnement bâti en Palestine »).

Département d’architecture : la haine d’Israël sous de multiples formes

Cela nous amène au cœur du problème : au département d’architecture de l’EPF, les directives de la direction de l’école, conçues pour être politiquement neutres, sont systématiquement et délibérément ignorées. Avec un seul objectif : diffamer et délégitimer l’État juif d’Israël.

Inviter un détracteur déclaré d’Israël comme Léopold Lambert n’a rien de professionnel pour les étudiants en architecture de l’EPFZ – ou du moins pour la partie activiste d’entre eux – mais plutôt une connotation politique. C’est ce qu’illustrent également les « Parity Talks » organisés depuis dix ans. Ces « formations » périodiques portaient à l’origine sur l’égalité des sexes (y compris au sein du département d’architecture). Mais depuis, la guerre à Gaza, « l’État colonial d’Israël » et le sionisme y sont également abordés. Le titre des « Parity Talks » en question montre bien où se situent les organisateurs à cet égard : « Learning Palestine – Until Liberation » (Apprendre la Palestine – jusqu’à la libération). La carte figurant dans l’invitation montre ce que l’on entend par « Palestine » : l’État d’Israël n’y existe pas.

La haine d’Israël au sein du département d’architecture de l’EPFZ est également encouragée par le corps enseignant. Les 6 et 7 décembre derniers, l’Institut d’histoire et de théorie de l’architecture de l’ETH a organisé, en collaboration avec la Haute école des arts de Zurich (ZHdK) en tant que coorganisateur, le symposium « Der Grosse Kanton : Aufstieg & Fall der BRD ».

Le lien entre ce thème et « l’histoire et la théorie de l’architecture », sujet de recherche de l’institut de l’ETH qui a coorganisé l’événement, n’est pas évident. Mais l’événement ne portait pas sur l’architecture. C’est ce que montre le compte

rendu de la conférence publié par la Neue Zürcher Zeitung. Sous le titre « Linke Verschwörungstheorien, wissenschaftlich verbrämt », la NZZ écrivait le 8 décembre 2025 : « L’EPFZ et la Zürcher Hochschule der Künste (ZHdK) ont annoncé un symposium scientifique sur l’Allemagne. En fait, il s’agissait d’une rencontre amicale d’activistes propalestiniens ».

Le symposium « Unarchiving Architecture » (« Désarchivage de l’architecture »), qui s’est tenu les 19 et 20 février 2026, illustre également le fait que les « activistes propalestiniens » sont les bienvenus au sein du département d’architecture de l’EPF. Faiq Mari était l’un des conférenciers invités à cet événement. Ce Palestinien enseigne et fait de la recherche à l’université de Birzeit à Ramallah. Auparavant, il a étudié l’architecture pendant des années à l’EPFZ et a finalement obtenu un doctorat.

Le projet de recherche de Mari, une base de données en ligne appelée « Maktabat Sabil », a fait parler de lui. Ce projet a d’abord été hébergé sur un domaine du département d’architecture de l’EPFZ. Suite à des pressions internes et publiques, « Maktabat Sabil » a été retirée de ce site et transférée vers une URL externe. Pour une bonne raison : la base de données lancée par Faiq Mari n’était pas un projet d’architecture scientifique, mais un outil militant pour la lutte palestinienne contre Israël, proche de l’organisation terroriste Front populaire de libération de la Palestine (FPLP).

C’est ce que montre le premier clic sur le site web « Maktabat Sabil ». Sur cette base de données en ligne développée à l’EPFZ, l’utilisateur trouvera les articles suivants : « Gaza – une histoire de résistance », « Gaza : une histoire de colonisation », « Testaments de martyrs ». Et, bien en vue, le lien vers le magazine « Al Hadaf », où d’innombrables articles font la promotion de l’organisation terroriste FPLP. Un seul thème manque sur le site développé par le département d’architecture de l’ETH : l’architecture.

La thèse de doctorat de Faiq Mari, rédigée à l’EPFZ, montre qu’il s’agit moins de recherche scientifique que d’activisme politique pour la lutte palestinienne contre Israël. Son titre est « Masha’ of the Periphery : Collective Labor and Property in Palestinian Liberation Struggle » (Masha’ de la périphérie : travail collectif et propriété dans la lutte de libération palestinienne). Il s’agit sans aucun doute d’un sujet typiquement architectural.

Il n’est donc pas surprenant que Mari, dans sa thèse de doctorat, remercie à mots

couverts le Comité Palestine de Zurich de l’avoir aidé à « se sentir chez lui ». Il s’agit probablement d’une affinité. En effet, le comité de lutte antisioniste nie le droit à l’existence d’Israël (« from the river to the sea ») et accuse l’armée israélienne de génocide à Gaza. Tout comme Mari le fait dans sa thèse (d’architecture), dans laquelle il écrit « ongoing Zionist genocidal aggression – agression génocidaire sioniste continue », et qualifie la barrière ou le mur de protection érigé par Israël contre les terroristes palestiniens de « mur de l’apartheid ».

Coup de projecteur sur le professeur Philip Ursprung

En réponse aux questions de FokusIsrael.ch sur les divers passages politiquement problématiques de la thèse de Faiq Mari, le professeur Philip Ursprung a répondu que le passage « agression sioniste génocidaire continue » se référait « explicitement aux plaintes déposées par l’Afrique du Sud, le Nicaragua, l’Espagne et d’autres États (contre Israël, réd.) auprès de la Cour internationale de justice ». Outre le fait que ces plaintes avaient des raisons purement politiques et sont sans fondement juridique, la question se pose ici aussi : quel est le rapport avec l’architecture ?

Le professeur Ursprung est le directeur de l’Institut d’histoire et de théorie de l’architecture de l’EPFZ et l’un des directeurs de thèse de Faiq Mari. Il défend également son ancien protégé en ce qui concerne l’expression « mur de l’apartheid ». Il s’agit d’une expression courante dans les Palestine Studies, explique Ursprung. « Personnellement, je n’utiliserais ni le terme « mur de l’apartheid », ni le terme « mur de sécurité », car ces deux termes ont une connotation idéologique. Je parlerais plutôt de « barrière de sécurité » pour désigner ce barrage qui viole le droit international ». Mais il est « à la discrétion et à la responsabilité des chercheurs d’utiliser ces termes ».

Il en va de même, selon Ursprung, pour l’affirmation de Maris, faite ailleurs, selon laquelle Israël est un « colonial state ». Le professeur de l’EPFZ défend son ancien doctorant en affirmant qu’il s’agit là aussi d’une « définition courante » dans les études palestiniennes. Lui-même ne l’utilise pas, car elle est idéologiquement marquée et réduit la complexité historique. Mais, répète Ursprung, « c’est à la discrétion et à la responsabilité des chercheurs de l’utiliser ».

Le professeur Ursprung était également responsable, du côté de l’EPF, de l’organisation de la manifestation peu glorieuse « Der Grosse Kanton : Aufstieg und Fall der BRD ». Il réfute catégoriquement l’accusation formulée par la NZZ selon laquelle il s’agissait d’une « rencontre amicale d’activistes propalestiniens ». Il en va de même pour le reproche qui lui est fait d’accepter, pour des raisons politiques, des thèses dont l’orientation est clairement anti-israélienne.

« C’est une insinuation », répond Ursprung. « En tant que professeur et directeur de l’institut (responsable de l’histoire et de la théorie de l’architecture, réd.), je considère qu’il est de ma responsabilité de rendre possible des recherches comme celle de Faiq Mari sur la structure agricole en Cisjordanie et une conférence comme « Le grand canton : ascension & chute de la RFA » ».

La recherche peut et doit également être controversée, explique le professeur d’architecture Ursprung, et il souhaite contribuer à l’acquisition de connaissances et au dialogue « même si une thèse ou une manifestation ne correspond pas en tous points à ma position personnelle ». En tant qu’institution, l’ETH Zurich permet et protège la liberté de recherche. « Je me sens engagé envers la liberté de recherche ».

La direction de l’ETH se retranche derrière l’argument massue de la « liberté de recherche » et de la liberté personnelle dont jouissent ses professeurs. Interrogée sur la manifestation « Der Grosse Kanton : Aufstieg & Fall der BRD » co-organisée par l’Institut d’histoire et de théorie de l’architecture, elle fait savoir par son service de presse : « Lors de symposiums, la responsabilité du contenu incombe aux professeurs organisateurs (dans ce cas : Philip Ursprung, réd.). Nous partons du principe que les principes scientifiques sont respectés ». A cela, Lénine aurait répondu à la direction de l’école ETH : « Faire confiance, c’est bien, contrôler, c’est mieux ».

L’ETH Zurich et son service de presse se défendent également « explicitement » contre l’accusation selon laquelle leur département d’architecture soutiendrait des tendances antisémites. « Cette affirmation non étayée ne correspond pas à la réalité vécue au sein du département d’architecture ».

Cette déclaration est incompréhensible au vu des faits. Les Parity Talks niant le droit à l’existence d’Israël, les invitations de conférenciers invités proches des terroristes comme Léopold Lambert et Faiq Mari, les événements comme « Le Grand Canton : Ascension & Chute de la RFA » et les posts sur les réseaux sociaux

de membres du département d’architecture montrent tous qu’une attitude antisioniste est bel et bien « vécue » au sein du département d’architecture de l’EPF. Et que le terme « antisioniste » est synonyme d' »antisémite » dans le débat politique actuel, la direction de l’EPF devrait également le savoir.

Interpellation déposée au Conseil national

En refusant de voir la réalité en face, la direction de l’ETH ne se rend pas service en refusant de voir ce qui se passe au sein du département d’architecture. Le comportement d’éminents responsables de ce département a fait la une des journaux internationaux et a terni la réputation de l’EPFZ dans les milieux académiques. De plus, la direction de l’école doit encore prendre position au Conseil national. Nicole Barandun (Die Mitte, Zurich) demande en effet au Conseil fédéral, dans une interpellation qu’elle vient de déposer, de préciser combien la réalisation de « Der Grosse Kanton : Aufstieg & Fall der BRD » a coûté à l’EPF.

Cette question ne devrait pas poser de problème aux responsables de l’EPF : Selon les informations fournies par la direction de l’école, l’EPF n’a rien payé pour l’organisation de l’événement, mais a simplement mis un amphithéâtre gratuitement à disposition.

Mais un autre point de l’interpellation de Nicole Barandun est désagréable pour la direction de l’EPF et en particulier pour les co-organisateurs de « Le Grand Canton : Ascension & Chute de la RFA ». La conseillère nationale zurichoise fait ainsi remarquer qu’une déclaration de l’architecte israélien Eyal Weizman (un activiste anti-israélien bien connu dans les milieux spécialisés, réd.) relativisant l’Holocauste a été coupée a posteriori de l’enregistrement vidéo disponible sur YouTube. Et, écrit Barandun par ailleurs : « Selon la définition de travail (de l’antisémitisme, réd.) de l’IHRA, reconnue par la Suisse, la négation, la minimisation ou la relativisation de la Shoah est considérée comme une forme d’antisémitisme ».

L’article ^{261bis} du Code pénal a-t-il été enfreint ?

Les conclusions de Nicole Barandun sont importantes pour la raison suivante. La négation publique, la minimisation ou la relativisation de la Shoah enfreint l’article ^{261bis} du Code pénal suisse (discrimination et incitation à la haine). La personne qui a fait cette déclaration n’est pas la seule à être punie. Sont également punis ceux qui,

par leur organisation, ont contribué à ce que cela se produise. Dans le cas de « Der Grosse Kanton : Aufstieg & Fall der BRD », il s’agirait des responsables de l’Institut d’histoire et de théorie de l’architecture de l’EPFZ et de la Zürcher Hochschule der Künste ZHdK.

Sacha Wigdorovits est président de l’association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l’histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l’université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.